

EMERGENCE ET DEVELOPPEMENT HUMAIN DURABLE

RESUME ANALYTIQUE

Au sortir de la crise postélectorale, le Gouvernement Ivoirien avec à sa tête SEM. le Président de la République, a affiché sa vision de faire de la Côte d'Ivoire un pays émergent à l'horizon 2020. Il s'agit donc à partir d'une croissance forte et durable et d'une répartition équitable des fruits de la croissance de faire converger le niveau de vie des populations vivant en Côte d'Ivoire vers celui des habitants des pays développés.

Malgré les efforts réalisés, notamment dans le cadre du Plan National de Développement (PND) 2012-2015, les indicateurs liés au développement humain en Côte d'Ivoire demeurent à des niveaux faibles. Le pays est classé depuis plus de vingt ans parmi les pays à faible Indice de Développement Humain.

A partir de la revue documentaire et d'une analyse SWOT des politiques de développement humain durable en Côte d'Ivoire, le présent rapport identifie à partir des cas des pays émergents, un certain nombre d'actions que devraient entreprendre le Gouvernement ivoirien afin d'accroître son niveau de développement humain.

L'analyse des stratégies mises en œuvre par facteur de développement humain dans les pays émergents fait ressortir les points ci-après énumérés.

- **Au niveau de l'éducation et de la santé**, les mesures ont concerné entre autres :

- *La scolarité obligatoire, l'initiation au travail et la promotion de l'équité en Chine*
- *L'accent mis sur l'expansion et la qualité de l'éducation, sur la formation professionnelle et la Recherche-Développement en Malaisie et au Brésil*
- *L'amélioration de l'offre de soins de qualité et des soins de proximité en Chine*
- *Un régime national d'assurance maladie pour accroître l'accessibilité des familles pauvres aux soins de santé en Inde*
- *Une politique visant l'universalité de couverture et d'assurance par une gestion décentralisée et l'accent mis sur les médicaments génériques au Brésil*
- *Une gestion centralisée avec des contrats avec le secteur privé, utilisation des TICs pour améliorer la couverture et incitations fiscales pour la recherche en Malaisie*

- **Au niveau de la protection sociale**

Une analyse de la situation en Chine et au Brésil permet de relever les enseignements suivants :

- *La promotion de l'assurance maladie universelle et des caisses de protection sociale en Chine*
- *La pension sociale pour les personnes âgées et les personnes handicapées vivants dans la pauvreté au Brésil*

- **Au niveau de la gestion de l'environnement**

Les pays émergents comme la Chine et l'Inde sont confrontés à une production croissante des déchets ménagers due à l'urbanisation rapide et à leurs fortes populations. Ils essaient d'y remédier

par la *prévention, la sensibilisation, les systèmes de traitement de ces déchets et par un recours aux énergies renouvelables notamment à travers des partenariats public-privé.*

- **Au niveau de la lutte contre la pauvreté**

- ***Des pays à forte croissance inclusive et pro-pauvre***

Malgré leurs différences, les pays émergents se caractérisent avant tout par une forte croissance économique. Les fruits de la croissance sont utilisés pour financer des programmes sociaux de réduction de la pauvreté et d'aide à l'emploi. Ces programmes ont visé par exemple : *(i) l'accès à l'alimentation et des transferts conditionnels au Brésil, (ii) la lutte contre la pauvreté par une meilleure fourniture des services sociaux, un accroissement des revenus et l'emploi en Malaisie et (iii) des réformes rurales, la libéralisation du commerce et la mise en place des infrastructures sociales pour lutter contre la pauvreté en Chine et (iv) les transferts monétaires directs et la promotion de l'auto-emploi en Inde.*

L'analyse SWOT du développement humain en Côte d'Ivoire laisse transparentes les leçons suivantes :

- Les défis de l'éducation en Côte d'Ivoire restent ceux de l'accessibilité, de l'encadrement, du maintien des apprenants dans le système, de la disponibilité des établissements en mobilier et matériel pédagogique et d'alphabétisation et de l'entrée précoce des enfants sur le marché du travail. Le système éducatif ivoirien est confronté à une faiblesse dans le domaine de la planification, de la programmation et de l'évaluation.
- Au niveau de la santé, depuis 2007, la proportion d'enfants atteints d'insuffisance pondérale s'accroît. Le paludisme reste le premier motif de consultation dans les formations sanitaires de base et dans les services de pédiatrie. L'offre de soins déjà inégalement répartie sur le territoire national a baissé en qualité du fait des crises successives. L'utilisation des services de santé se situe qu'autour de 18% et l'offre du système de santé reste insuffisante (PNDS 2012-2015).
- Au niveau de la gestion de l'environnement, les insuffisances relevées par le PNUE (2010) portent sur : l'accès limité et l'absence de mise à jour systématique aux informations liées à l'environnement, l'insuffisance du personnel expérimenté et l'ambiguïté dans les attributions et compétences des structures en charge de l'environnement. En outre, l'augmentation rapide de la population abidjanaise a créé des problèmes de gestion des ordures ménagères, de balayage des rues, de curage de caniveaux et d'entretien de jardins publics.
- En référence à la pauvreté et aux conditions de vie des populations, on note un accroissement du niveau de pauvreté en Côte d'Ivoire qui se situe autour de 50% en 2012 (RNDH, PNUD 2013).
- Face à tous défis, il est prévu dans le PND 2012-2015, au coût de 753,538 milliards, différentes mesures concernant la construction et la réhabilitation d'écoles et d'universités, le recrutement d'enseignants, la promotion de l'enseignement technique et professionnelle et la mise en œuvre d'un programme d'apprentissage et d'insertion.

- Avec un coût total du PNDS estimé à 1617 de FCFA, le Plan National de Développement Sanitaire PNDS (2012-2015) prévoit le renforcement de la gouvernance du secteur de la santé, l'amélioration de l'offre et de la qualité des services de santé, le renforcement de la prévention, de la promotion de la santé et de la médecine de proximité ainsi que l'accroissement des professionnels de la santé et des ressources matérielles.
- Différentes actions visant la relance de l'activité économique et la réduction de la pauvreté sont entreprises: réduction des coûts fiscaux et non fiscaux liés à la création d'entreprises, l'accès à la propriété foncière, exécution du Projet Emplois Jeunes et Développement des Compétences (PEJEDEC), renforcement des moyens du Fonds d'Appui aux Femmes de Côte d'Ivoire (FAFCI), Le projet de Loi instituant la Couverture Maladie Universelle (CMU) a été soumis au Conseil de Gouvernement.
- Ces mesures en faveur de l'éducation, de la santé et de la pauvreté restent insuffisantes car axées en grande partie sur l'amélioration de l'accessibilité et manquent encore de précision. On note l'absence de mesures ciblées visant les extrêmement pauvres et des pauvres après une bonne connaissance de ces groupes vulnérables.
- L'alignement sur le PND des actions réalisées à travers le Programme Gouvernemental de Travail (PGT) et des projets et programmes financés par les Partenaires Techniques et Financiers (PTF) n'est pas assez perceptible. Les actions souffrent du manque de cohérence générale, de hiérarchisation basée sur une évaluation des actions pertinentes à court, moyen et long termes et d'un ciblage efficace visant les couches les plus défavorisés. Elles ne s'inscrivent pas toujours dans une matrice de résultats permettant l'évaluation des effets réels et des impacts sur la population. Elles ne conduisent pas toujours aux résultats déclinés.
- Pour ce qui concerne le financement du PND 2012-2015 et des politiques de développement humain de façon spécifique, on note que ce financement se fonde sur les partenaires au développement et le secteur privé. Pour un cout total de 11 076 milliards de francs FCFA, la capacité de financement public est de 2078, 5 milliards de FCFA, soit 18,77%.
- Les différentes analyses ont permis d'aboutir aux recommandations suivantes :

Mettre l'accent sur l'universalité de l'éducation et veiller à une formation scolaire et universitaire de qualité

- en adoptant une loi qui rend l'école obligatoire jusqu'à 15 ans et veiller aux mesures d'accompagnement de cette loi;
- accroître les infrastructures scolaires pour que l'offre soit suffisante, à partir des ressources générées par la forte croissance;
- veiller à l'équité dans l'éducation à travers des prêts de manuels scolaires, la distribution ciblée d'uniformes et de chaussures, les aides financières aux familles pauvres, le renforcement et la vulgarisation des cantines scolaires, des prêts universitaires et des bourses ;
- sensibiliser les parents sur l'importance de l'éducation comme une opportunité pour assurer la mobilité vers le haut et une vie meilleure pour leurs enfants;

- encourager et offrir des possibilités de formation professionnelle et/ou technique aux plus jeunes qui quittent l'école et aux groupes vulnérables;
- développer des programmes visant à relever les défis en matière de qualité et d'efficacité de l'enseignement;
- mettre l'éducation en synergie avec l'objectif de recherche de gains de productivité.

Améliorer l'offre de soins de qualité et des soins de proximité

- développer un système de santé et d'assurance maladie de base accessible et de qualité tant en ville qu'en zone rurale;
- développer des soins de premier recours, l'accès aux médicaments de base;
- construire des hôpitaux pour réduire les disparités régionales, réhabiliter les infrastructures sanitaires qui sont tombées dans la vétusté et moderniser les hôpitaux publics en particulier;
- mettre en valeur la médecine traditionnelle pour une utilisation rationnelle et efficace de celle-ci en développant la recherche et innovation dans ce champ.

Promouvoir l'assurance maladie universelle et la pension sociale

- promouvoir l'assurance maladie universelle et des caisses de protection sociale, qui devront toucher toutes les couches de la société;
- promouvoir la pension sociale pour les personnes âgées et les personnes handicapées vivants dans la pauvreté.

Promouvoir la protection de l'environnement

- évaluer et contrôler les conséquences de l'urbanisation et de l'industrialisation rapides sur l'environnement;
- mettre l'accent sur la prévention, la sensibilisation et le traitement des déchets à travers des PPP;
- créer le cadre juridique et institutionnel et offrir les incitations fiscales nécessaires afin que les entreprises industrielles puissent transformer les déchets (si possible) en produits utiles ;
- recourir aux énergies renouvelables (énergie éolienne et photovoltaïque);

Veiller à une croissance inclusive et profitable aux pauvres

- développer et mettre en œuvre efficacement un programme de transferts conditionnels ciblés à partir des gains tirés de la croissance forte actuelle;
- assister les jeunes diplômés sans emploi des zones urbaines et rurales en vue de la création d'activités économiques viables;
- organiser les ménages pauvres en groupes autonomes afin de faciliter leur accès aux prêts des banques et aux subventions du gouvernement;
- renforcer le Fonds d'Appui aux Femmes de Côte d'Ivoire (FAFCI) en veillant à lui associer un cadre de mesure de rendement et en évaluant régulièrement son efficacité, son efficience, sa viabilité et son impact ;
- Inciter à l'accroissement de la productivité du secteur agricole par l'adoption de techniques modernes et des possibilités d'accès au crédit à travers la microcrédit ;
- mener une analyse approfondie de la pertinence des actions et stratégies envisagées et réviser la chaîne des résultats (résultats stratégique, impacts, effets et produits), dans le cadre de la révision du PND 2012-2015 et de l'élaboration du PND 2016-2020 pour assurer le

développement humain inclusif et les transformations structurelles que requiert le processus de l'émergence.